

N°517

du 24  
JUILLET  
2012

**Editorial**

Par Koffi  
SOUZA

**UN GOUVERNEMENT DE MISSION POUR LE TOGO**

En annonçant la nomination du nouveau premier ministre, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a tenu à définir avec précision la feuille de route du gouvernement. Les mois qui viennent seront une étape décisive de la vie du Togo. Ils seront notamment marqués par la tenue des élections législatives. Voilà pourquoi le chef de l'Etat a tenu à définir quatre piliers de l'action gouvernementale.

Le premier concerne l'approfondissement de la démocratie. Que la mer soit agitée ou que le temps soit calme, la libre détermination démocratique doit inspirer les dirigeants.

La seconde impérative vertu est celle de la bonne gouvernance. Pas un centime de l'argent public ne doit être détourné de l'usage pour le bien commun.

Le troisième pilier concerne la paix et la sécurité. Membre éminent de l'organisation internationale, le Togo doit continuer à œuvrer pour une société interne et internationale apaisée. Fort et déterminé, il fera respecter les biens publics contre les prébendiers de l'agitation.

Enfin et surtout, le quatrième pilier de l'action gouvernementale doit être la règle d'or de tous ceux qui sont investis d'une mission publique.

"C'est vers tous les Togolais que doivent se concentrer les actions du gouvernement pour améliorer les conditions de vie de toute la population."

Un gouvernement par les togolais, pour les togolais: bonne chance à l'équipe Ahoomey-Zunu.



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**P.3** Passation de service à la Primature

# Ahoomey-Zunu prend fonction avec la hargne de réussir

*\* Il en appelle au sens patriotique de tous les Togolais*

*\* Deux fronts sociaux réchauffés l'attendent déjà*

**P.7** Société/ Activités de vacances au Togo

**Entre exploitation des enfants et survie !**



Passation de service entre Arthème Ahoomey-Zunu et Gilbert Houngbo

**P.4** Sur les principaux marchés de Lomé en juin

**Akpala fumé chute et rassure, les haricots se gonflent**

**P.5** Politique culturelle

**La politique de la rue à la place d'une politique culturelle ?**

**P.4** Exécution du budget général de l'Etat, exercice 2012

**2<sup>ème</sup> baisse consécutive dans le total des recettes publiques, contre des dépenses croissantes**



# PA-LUNION

[www.pa-lunion.com](http://www.pa-lunion.com)



- Actualités Nationales
  - \* Politique
  - \* Economie
  - \* Société
  - \* Sport
  - \* Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Passation de service à la Primature

## Ahoomey-Zunu prend fonction avec la hargne de réussir

Sylvestre D.

Lundi matin aux environs de 11 heures 30, la réalité du pouvoir a commencé pour le tout nouveau premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu. En effet, le premier ministre sortant, Gilbert Fossoun Houngbo lui a passé la main au cours d'une cérémonie protocolaire de passation de service au siège du gouvernement en présence du personnel de la primature et des journalistes. Auparavant, les vrais dossiers qui attendent le nouveau

locataire de la primature lui ont été confiés dans le bureau qu'il occupera désormais, même si devant la presse, un portefeuille lui a été remis de manière symbolique.

Pendant les échanges, M. Gilbert Houngbo a adressé ses félicitations à son successeur tout en l'assurant de son soutien pour la réussite de sa mission : « Certains ont pu exprimer des surprises, je voudrais vous dire que personnellement, j'ai pas du tout été surpris, vu l'importance des dossiers que vous avez eu à gérer depuis les deux dernières années,



Passation de service entre Arthème Ahoomey-Zunu et Gilbert Houngbo

## Voici le discours du P.M. Ahoomey-Zunu

M. le Premier ministre, Au moment où vous me passez le témoin, je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Chef de l'Etat. Je voudrais d'abord rendre grâce à Dieu qui sait ce que nous ne savons pas. Il y a exactement sept mois, jour pour jour et heure pour heure, mon épouse quittait ce monde. Je voudrais accueillir ce signe du destin avec beaucoup d'humilité, une grande foi, une grande action de grâce et rester continuel dans le plan de Dieu qui sait ce que nous ne savons pas.

Je voudrais suite à cela remercier le Chef de l'Etat pour la confiance qu'il vient de placer en moi, qui est une confiance qui n'est pas à son premier essai mais qui vient au moment où notre pays doit prendre de nouvelles orientations. J'essaierai avec le concours de l'ensemble, d'abord du gouvernement, de nos différents collaborateurs, de l'ensemble du pays de mériter cette confiance qui doit se traduire par des résultats pour notre pays. Je voudrais également saisir cette occasion pour vous remercier de ce que vous avez pu apporter à votre poste de Premier ministre pendant ses quatre dernières années. J'y vois aussi un deuxième signe de destin.

Je vous ai accueilli en tant que Secrétaire général de la présidence après votre premier entretien avec le Chef de l'Etat et avant la formation de votre gouvernement. Je vous salue au moment où vous quitter la primature et j'ai le privilège et le véritable honneur de prendre votre place, j'essaierai de mériter la confiance de vos collaborateurs. J'ai eu en travaillant d'abord avec vous pendant longtemps en tant que Secrétaire général à la présidence ensuite en tant que ministre du Commerce à apprécier vos qualités humaines, vos qualités de travailleurs, de réflexion et d'action. Je suis certain que le pays a encore besoin de vous. Je crois que, si moi je ne vous faisais pas signe, le pays a besoin de vous, il vous fera signe, j'en suis certain. Je voudrais ensuite vous souhaiter bonne chance pour la suite de votre carrière, car vous êtes encore jeune, vous avez encore de grandes perspectives qui s'ouvrent devant vous. Que Dieu vous bénisse et vous protège et qu'il vous accompagne.

Je voudrais ensuite, revenant au sens de ma nomination, rappeler les axes prioritaires que le Chef de l'Etat a tracé dans la feuille de route :

l'approfondissement du dialogue démocratique, le respect de la loi de la bonne gouvernance, la promotion d'une société internationale pacifique et la protection des citoyens contre l'insécurité et enfin le développement de l'économie de proximité.

Je voudrais ici qu'avec le concours de tous et de chacun, nous réussissions à traduire en actes ces grands axes qui ont été fixés. C'est dans l'intérêt de notre pays, nous n'avons pas le choix.

Je voudrais ensuite rassurer les acteurs politiques. Oui, le dialogue et la concertation sont des règles de base de fonctionnement des différents gouvernements qui ont travaillé sous l'autorité du Chef de l'Etat. Il ne peut en être autrement, parce que nous n'avons pas d'autres solutions que celle-là. Nous l'approfondirons, nous ferons en sorte que chacun se sente à l'aise dans la défense de ses convictions mais avec un objectif précis, faire de notre pays, véritablement l'or de l'humanité, de redonner le lustre qu'il n'aurait pu jamais cesser d'avoir.

Je voudrais ensuite demander à tous les Togolais, de comprendre qu'au-delà de nos divergences politiques, nous avons un destin commun : travailler pour le développement d'un pays, développer notre pays pour l'intérêt de tous, assurer la sécurité de tous, faciliter la vie en communauté et faire de notre pays un pays envié.

Je voudrais en prenant ses fonctions, vous assurer M. le PM, qu'effectivement, j'aurai besoin de vous, parce que, vous avez conduit un certain nombre de dossiers. Vous êtes arrivé en 2008 dans des situations difficiles tant sur le plan économique que politique. Les faits sont là, ils sont têtus, personne ne peut le nier, vous avez réussi. Et puisque vous avez réussi, nous avons le devoir de continuer et de faire mieux dans l'intérêt de notre pays. Nous le ferons avec conviction, avec notre manière de défendre ce que nous croyons juste et bien pour le pays, mais nous le ferons dans le respect des différentes opinions, dans le respect de tous et avec la collaboration de chacun.

Je voudrais rassurer une fois encore les Togolais que nous sommes à un tournant que ne pouvons que réussir. Si nous ne réussissons pas, nous tombons tous ensemble et puisque, nous n'avons pas un destin des gens qui peuvent tomber, nous réussissons. Merci.

c'est-à-dire depuis votre entrée au gouvernement. C'est dire aussi que je pars le cœur tranquille parce que, je suis convaincu, je demeure très optimiste et très positif sur la suite du combat, de la bataille, une bataille certainement difficile mais, je le dit souvent, qui demeure très noble. » C'est pourquoi, il lui « merdes ! (un jargon militaire qui signifie bonne chance)

En réponse, M. Arthème Ahoomey-Zunu s'est dit ému par les mots de son prédécesseur dont il a évoqué les qualités intrinsèques qui lui ont permis de réussir sa mission. Raison pour laquelle lui aussi doit réussir. Et pour réussir, il s'est tout de suite attaqué à la feuille de route que lui a tracée le Chef de l'Etat que tous les deux ont eu à remercier au passage. « Je voudrais ensuite, revenant au sens de ma nomination, rappeler les axes prioritaires que le Chef de l'Etat a tracé dans la feuille de route : l'approfondissement du dialogue démocratique, le respect

de la loi de la bonne gouvernance, la promotion d'une société internationale pacifique et la protection des citoyens contre l'insécurité et enfin le développement de l'économie de proximité. » a-t-il rappelé.

Pour y arriver, M. Ahoomey-Zunu demande la collaboration de tous les Togolais. « Nous le ferons avec conviction, avec notre manière de défendre ce que nous croyons juste et bien pour le pays, mais nous le ferons dans le respect des différentes opinions, dans le respect de tous et avec la collaboration de chacun. » a-t-il indiqué. Car, pour lui, il n'y a aucune raison d'échouer, au risque de tomber ensemble. « Je voudrais rassurer une fois encore les Togolais que nous sommes à un tournant que ne pouvons que réussir. Si nous ne réussissons pas, nous tombons tous ensemble et puisque, nous n'avons pas un destin des gens qui peuvent tomber, nous réussissons. » a-t-il conclu.

## Deux fronts sociaux réchauffés l'attendent déjà

Jusqu'ici, et depuis que sa popularité lui est gracieusement offerte par les services de la sécurité publique avec les manifestations réprimées sans raison valable et officielle, c'est le Collectif «Sauvons le Togo» qui semble être le principal front que doit affronter le nouveau locataire de la Primature. De par sa composition ambiguë, le Premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu devra se plier pour ramener le calme à l'approche des élections législatives et, surtout, faire redonner à l'opposition togolaise sa place méritée dans le jeu national. « L'approfondissement du dialogue démocratique : la plus large participation de tous à la gestion des affaires du pays doit être constamment recherchée, les droits de l'opposition doivent être respectés, l'administration doit être impartiale, la justice doit être respectée ainsi que les règles de l'Etat de droit », indique à juste titre le premier pilier de la feuille de route qui accompagne la nomination de l'ancien ministre du Commerce et Secrétaire général de la Présidence de la République. Ahoomey-Zunu l'a compris et, en prenant fonction hier, il a convié toute la classe politique togolaise à un sursaut patriotique pour le

meilleur devenir du Togo.

Très vite, il va falloir au Premier ministre de retoucher les manches. A priori, il n'y aura pas de répit pour accomplir la tâche primordiale qui s'annonce, les législatives du dernier trimestre 2012. Déjà, les médecins et les spoliés des sociétés de placement à des taux élevés (Karus, Christitex, Ras et Master Cash) se signalent. Ça va encore bourdonner, car on ne comprend pas les lenteurs de l'Exécutif togolais. Et surtout le manque de communication de ce qui peut se faire ou non par rapport à un engagement pris. Dans un premier temps, le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) menace de paralyser une nouvelle fois le secteur de la santé parce que « certains points de l'accord signé en juin 2011 avec le Gouvernement ne sont pas encore respectés ». Dr Dosseh Ekoué David, le président, et ses camarades responsables du SYNPHOT ont rencontré leur base le 20 juillet dernier au Centre hospitalier Sylvanus Olympio de Lomé pour faire le point des démarches menées et des échos qui viennent du ministère de la Santé. Il faut dire que l'un des points de discorde

reste les primes non encore versées aux agents de santé qui émargent sur les budgets COGES (Comités de gestion). « Nous sommes surpris que nos camarades n'ont pas encore perçu leurs primes jusqu'à présent. Ces camarades représentent plus de 35% de l'effectif des agents de la santé, et ils avaient été tous pris en compte dans l'accord de juin 2011 », a souligné Dr Dosseh Ekoué David à notre confrère en ligne [Savoimews.net](http://Savoimews.net). Dans une récente déclaration publique, le président du SYNPHOT fustigeait les conditions déplorables de travail dans les centres de santé publics. Les agents hospitaliers font face à une impuissance de la direction desdits centres à résoudre les problèmes soulevés. Aussi le Syndicat a-t-il salué l'audit financier qui était commandité dans les formations sanitaires. De quoi maîtriser les capacités financières des centres publics, étudier les possibilités d'une meilleure rentabilité et identifier les moyens de leurs subventions. Seulement, tout s'arrête là. « Il semble que cet audit a été effectué. Nous attendons les résultats pour savoir véritablement la situation financière de nos

structures de santé. Nous allons mettre sur pied une commission pour les étudier et les analyser et, peut-être, prendre certaines décisions », a indiqué Dr Dosseh Ekoué.

En clair, les partenaires hospitaliers du Gouvernement attendent impatiemment les informations qui doivent leur renvoyer la réalité de la situation. Alors même que les rapports devraient être présentés à une commission composée des représentants du Gouvernement et du Collectif pour des dispositions à prendre. D'où la nouvelle menace qui s'entend, en stratégie syndicale, une pression à maintenir pour faire bouger les lignes. Une tournée de sensibilisation et de remobilisation du SYNPHOT est annoncée dans les prochains jours à Lomé et dans les autres villes du pays.

Pour rappel, l'accord du 22 juin 2011 inscrivait (i) la connexion internet dans les trois centres hospitaliers universitaires au plus tard le 31 juillet 2011, (ii) l'audit financier par l'Inspection Générale d'Etat, l'Inspection Générale des Finances et éventuellement des cabinets privés des formations

suite à la page 4

VERBATIM Par Eric J.

## La trilogie du dialogue togolais

La classe politique togolaise conduit son peuple dans un bateau qui cherche désespérément un port où accoster. Ici, on fait les choses selon les humeurs sans aucun programme défini suivant des objectifs précis. Mieux, on veut toujours une chose et son contraire à la fois. Le «fameux» dialogue que réclament aujourd'hui les politiques est une illustration parfaite de ce jeu politique à issue incertaine.

Au cours de leur meeting d'explication au stade Béniglato le dimanche 15 juillet dernier, le président de l'Alliance nationale pour le changement, Anc, lançait à ses militants que désormais leur unique sujet de discussion avec le pouvoir en place est le mandat présidentiel, un sujet sensible sur lequel les positions de tous sont connues et restent, pour l'heure, diamétralement opposées. C'est ainsi qu'il a été le point de discorde entre les partis politiques parlementaires au cours d'une discussion initiée par l'ancien premier ministre Gilbert Houngbo. Et chacun était rentré chez lui avec sa position tranchée. Même si, après coup, le Secrétaire général du Comité d'action pour le renouveau, Car, Jean Kissi a eu à regretter l'abandon de ce cadre de discussion qui leur aurait fait avancer sur des sujets importants, la classe politique ne fait que tourner en rond.

Lorsque le Chef de l'Etat a reçu, sur son invitation, certains leaders politiques le 14 juillet dernier, la question de dialogue s'est imposé avec beaucoup d'acuité. Que ce soit la Cdpa, la Cpp ou le Car, tout le monde est d'accord qu'un dialogue soit établi entre le gouvernement et l'opposition. Après leur marche du samedi dernier, le leader de l'Anc, interrogé par pa-lunion.com a aussi évoqué le dialogue. Il a déclaré : « Nous, nous estimons que le nouveau gouvernement va s'atteler à régler le préalable nécessaire à l'organisation du dialogue, organiser le dialogue, ensuite nous verrons ce qui va sortir du dialogue. Si c'est un accord, on verra comment appliquer l'accord. » Le Président de la République a également, dans sa feuille de route transmise au nouveau premier ministre, demandé l'approfondissement du dialogue politique.

Le décor est planté. Mais subsiste la question de l'organisation même d'un dialogue. De quoi va-t-on discuté ? Avec qui va-t-on discuté ? Sur quelle période va-t-on discuté ?

Le «quoi» de l'Anc est déjà su, c'est le mandat présidentiel. Pour certains, c'est le cadre électoral pour les prochaines échéances électorales. Qu'en est-il pour les autres ?

Par le passé, certains partis avaient refusé d'aller au dialogue en face de quelques «petits partis» estimant qu'ils ne sont pas représentatifs. Que feront-ils aujourd'hui si le pouvoir invitait tout le monde au dialogue ?

Finalement, ira-t-on au dialogue avant les élections qui risquent d'être repoussées plusieurs fois et pendant longtemps si aucune durée n'a été fixée ?

C'est le «qui-quoi-quand» du dialogue tant annoncé qui risque de faire échouer les discussions. Sauf miracle togolais.

Sur les principaux marchés de Lomé en juin

## Akpala fumé chute et rassure, les haricots se gonflent

Jean Afolabi

En ces moments de cherté généralisée, on avait craint le pire lorsque le kilogramme du chinchard (ou "akpala") a franchi la barre des 2000 francs Cfa, et s'y est maintenu. Mais, en mai dernier, sur les principaux marchés de la capitale, la version fumée de ce produit essentiel semble démentir ce que les ménages pensent de lui. Jusqu'en avril, il s'est livré à 2019 francs, très certainement la dernière fois qu'il s'est trouvé au-delà de la barre. Le mois suivant, sauf à nous démentir de nouveau, son kilogramme s'est livré sur les marchés de Lomé à 1959 francs. Mieux, en juin, il a été cédé à 1910 francs, d'après la direction générale de la Statistique et de la comptabilité nationale. On peut penser que le chinchard fumé ne veut que respecter une logique, lorsque, en glissement annuel, il n'est pas loin des 1923 francs le kilo de juin 2011. Reste à prier pour que la chute se poursuive. Pendant que la version congelée était encore à 1225 francs en juin à Lomé. A se demander ce que la congélation a de mieux que le fumage. En tout cas pas les tracasseries des bonnes femmes auprès du feu pour apprêter leurs poissons.

A l'inverse, pendant que les Ewé



se préparent à fêter les nouveaux haricots, les prix de ces produits tant prisés dans ces milieux grimpent inexorablement. De 485 francs le kilogramme en mars à Lomé, le blanc s'est livré à 746 francs en juin, en l'espace de trois mois. Il n'est même pas à comparer aux 448 francs de juin de l'année dernière. Entre-temps, il est passé à 508 francs, puis à 573 francs. Même tempo pour le rouge qui a été vendu en juin à 572 francs la mesure. Contre 452 francs en mars. En glissement annuel, 572 francs n'est en rien comparable à 397 francs de juin 2011. A quelques encablures de la récolte, on attend de voir.

Le tubercule d'igname de fufu se met aussi à effrayer les bonnes

femmes. A 252 francs le kilo en mars, la mesure était à 385 francs en juin. Il est passé rapidement à 311, puis à 320 francs entre-temps. Pour le fufu, pas moyen d'échapper à l'igname car, à travers sa farine (le gari), le manioc n'offre pas le choix. Le kilogramme de gari était à 321 francs en juin sur les marchés de Lomé.

Gardons pour l'instant un œil sur la tomate fraîche locale que l'on appelle affectueusement "akikonvi". Ce curieux produit local est difficile à pronostiquer. Il vient de perdre près de 200 francs sur les 1014 francs le kilo de mai. Figurez-vous qu'il était parti subitement de 427 francs en mars pour en arriver là en mai. Surveillons-le !!

## Réhabilitation et construction d'infrastructures routières La BOAD investit 69,647 milliards Cfa dans 4 pays de l'UEMOA

Pour la période du troisième trimestre 2012, la Banque ouest africaine de développement (Boad) s'est engagée à investir la rondelette somme de 69,647 milliards de francs Cfa dans la réhabilitation et la construction de près de deux centaines de kilomètres de routes dans quatre des huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). La décision a été prise à la dernière réunion du conseil d'administration de cette institution régionale de développement. Sur près des deux cent kilomètres, le Togo bénéficie de la réfection de 60 kilomètres pour un montant de 18 milliards de francs (cf L'Union n°514 du 13 juillet 2012). Il s'agit de la réhabilitation de 48 km de tronçon sur le corridor Lomé-Ouagadougou, entre Blittat et Aouda, pour un montant de 12 milliards de francs, et d'une réhabilitation du tronçon Adagali-Kpélé Govi de la route Kpalimé-Atakpamé sur une distance de 12 km pour 6 milliards de francs. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'objectif à atteindre est d'améliorer le niveau de service sur ces portions des routes RN1 et RN5 afin de faciliter les échanges nationaux et internationaux.

Outre le Togo, c'est le Burkina

Faso qui va se voir octroyer 23 milliards de francs, dont 10 milliards pour le financement partiel du projet de réhabilitation du tronçon Tenkodogo-Ouada long de 28 km et représentant le lot 2 du programme de réhabilitation du corridor Lomé-Ouagadougou pour la fluidité des échanges sur ce corridor et l'amélioration de la compétitivité de l'économie du Burkina. Les 13 milliards restants vont financer en partie le projet de renforcement du réseau d'assainissement de la Ville de Ouagadougou et de reconstruction d'infrastructures routières au Burkina Faso. Il s'agira, spécifiquement, de financer les travaux confortatifs du parc urbain Bangr Weogo afin d'assurer la pérennité des ouvrages réalisés ainsi que la sécurité de son environnement immédiat.

L'approbation d'un prêt complémentaire d'un montant de 6,647 milliards de francs devra servir pour le financement partiel du projet d'aménagement en 2x3 voies du Boulevard du 22 octobre 1946, en 2x2 voies de la corniche, de renforcement de l'Avenue du 05

septembre et de construction d'un passage inférieur au carrefour de l'ENSUP en République du Mali. Ce nouveau financement permettra la réalisation de travaux additionnels et la construction d'un canal sur la rivière Diafaranako. Ce projet est complété par la construction en 2x2 voies de l'Autoroute Bamako-Ségou pour un montant de 10 milliards. Il contribuera, grâce à une mobilité des agents économiques, au développement économique et social du pays.

Enfin, une proposition de prêt permettra de financer partiellement le projet de réhabilitation du tronçon Tambacounda-Dialakoto de la Route Nationale N°7 au Sénégal sur une longueur d'environ 65 km et une largeur de 10m ainsi que l'aménagement du contournement de la ville de Tambacounda sur un linéaire d'environ 9 km. La Banque interviendra à hauteur de 12 milliards de francs pour la réalisation de ce projet dont l'objectif global est l'amélioration de la mobilité sur cet axe, contribuant ainsi à la promotion des échanges économiques et sociaux aux niveaux national et sous-régional.

Ahoomey-Zunu prend fonction avec la hargne de réussir

## Deux fronts sociaux réchauffés L'attendent déjà

suite de la page 3

sanitaires ayant des difficultés dans l'application de l'arrêté interministériel relevant les taux des primes de garde et d'astreinte, après la transmission de la liste des structures sanitaires à auditer par le ministre de la Santé au ministre des Finances, (iii) le statut particulier dont l'adoption doit être différée par rapport au statut général de la Fonction publique. Sans oublier l'appoint de 180.000 francs Cfa au titre de l'année 2010. Cette pile de mesures avait permis de lever le mot d'ordre de grève et de reprendre le travail le 23 juin 2011.

Le second front où il faudra voir le génie du nouveau Premier ministre est annoncé par les victimes de Christitex, Karus, Ras et Master Cash. Elles tiennent une assemblée générale le 28 juillet prochain au Centre communautaire de Bè, car la situation des victimes est désastreuse selon Koffi Henri Anata, Chargé à l'information du Collectif de défense des victimes de la fermeture de Christitex-Karus (CODEIVF C-K). Ici aussi, on brandit un protocole d'accord de novembre 2011 non respecté par le Gouvernement et les responsables des sociétés de placement fermées. « Nous

constatons qu'il manque de bonne volonté chez les uns et l'insouciance chez les autres. Rien ne justifie leur inaction vis-à-vis de l'accord qu'ils ont signé eux-mêmes avec nous (...) Ce qui est flagrant, c'est que les autorités ne font rien pour amener les responsables des sociétés fermées à remplir leur devoir conformément à l'accord. Nous avons plutôt l'impression qu'il y a une entente ou une complicité entre les autorités et les responsables. On ne comprend pas pourquoi, pendant 8 mois, les autorités n'ont pas pu trouver du temps pour ordonner le décaissement des fonds en banque pour payer les retardataires du remboursement de décembre dernier. On ne comprend pas pourquoi certains responsables des sociétés fermées jugent inutile de se présenter à nos rencontres avec les autorités. Ce sont les autorités qui convoquent ces rencontres, et pourquoi ces dernières ne prennent aucune mesure contraignante. On ne comprend pas pourquoi nos demandes d'audience auprès du Ministre de la Justice (du 16 janvier 2012 et du 7 juin 2012) sont restées sans suite », souligne M. Anata.

Exécution du budget général de l'Etat, exercice 2012

## 2<sup>ème</sup> baisse consécutive dans le total des recettes publiques, contre des dépenses croissantes

Suivant le rythme mensuel traditionnel, le budget général de l'Etat, exercice 2012, s'égare. Les prévisions avaient prévu 644,5 milliards de francs Cfa en recettes et 656,2 milliards de francs Cfa en dépenses pour toute l'année. A la fin décembre, en ressources propres, il faudra s'en sortir avec au moins 340,5 milliards de francs Cfa en recettes, à raison de 132,7 milliards de francs Cfa, 170,8 milliards de francs Cfa et 37,0 milliards de francs Cfa respectivement par les Impôts, les Douanes et le Trésor public. A mi-parcours, de janvier à juin, on en est à un peu plus de la moitié, exactement 176,1 milliards de francs Cfa en recettes. Encourageant, dira-t-on. Même si une chute des recettes publiques s'observe. En tout cas, c'est ce qui se lit dans les chiffres déclarés et centralisés par la Direction de l'Economie. Le tableau de bord du mois de juin signale un total en recettes de 28,5 milliards de francs Cfa, répartis en 13,8 milliards de francs Cfa des Impôts, 14,7 milliards de francs Cfa des Douanes et 0,1 milliard de francs Cfa du Trésor. Contre des cumuls de 30,4 milliards de francs Cfa en mai (12,8 milliards en Impôts, 15,3 milliards en Douanes et 2,3 milliards en Trésor) et 32,5 milliards de francs Cfa en avril (12,1 milliards en



Poste douanier de Sanvee-Condji entre le Togo et le Benin

Impôts, 14,2 milliards en Douanes et 6,2 milliards en Trésor). Qu'à cela ne tienne, la différence globale est imputable au grand écart au niveau des chiffres du Trésor et à la légère baisse aux services douaniers.

L'autre lecture, c'est qu'on aura mieux fait que l'année passée. En juin 2011, le total des entrées de fonds se chiffrait à 24,7 milliards de francs Cfa, soit la somme des 10,8 milliards de francs Cfa des Impôts, 13,3 milliards de francs Cfa des Douanes et 0,6 milliard de francs Cfa du Trésor public. A l'époque, on avait aussi parlé d'un trébuchement des Impôts et des Douanes. Et l'année 2012

n'échappera pas à l'évolution en zigzag des entrées, motif pris des 26,3 milliards successifs de mars et février et des 32,04 milliards de janvier.

Pendant ce temps, en dépenses publiques, on est passé d'un cumul de 21,60 milliards de francs Cfa en avril à 24,40 milliards de francs Cfa en mai, pour chuter à 42,39 milliards de francs Cfa en juin. C'est la somme des paiements des dépenses ordonnancées et bien d'autres paiements. Les paiements prévus et en cours de régularisation (reste à payer) se chiffrent à 15,39 milliards de francs, alors que les ordonnancements font 27,00

milliards de francs. Par rubrique, les « Traitement et salaires » ont été supportés à hauteur de 11,85 milliards de francs Cfa, dont 4,05 milliards pour le seul secteur de l'Education. Tandis que les « Biens et services » ont valu à l'Etat 7,77 milliards de francs, les « Dépenses d'investissement » 7,28 milliards et les « Subventions et transferts » 7,53 milliards dont 5,02 milliards en soutien à l'Education. Au plan de la dette, 0,75 milliard de francs sont allés aux Intérêts, à raison de 0,58 milliard en dette intérieure et 0,17 milliard en dette extérieure. 7,22 milliards de francs sont engloutis dans l'Amortissement de la dette : 4,70 milliards en dette intérieure et 2,52 milliards en dette extérieure.

Par comparaison, au mois de mai, les « Traitement et salaires » avaient pesé 10,57 milliards de francs Cfa, les « Biens et services » 2,37 milliards de francs Cfa. Les « Subventions et transferts » avaient coûté 2,62 milliards de francs Cfa. Tandis qu'on a dû déboursier 8,04 milliards de francs Cfa pour l'Amortissement de la dette (4,91 milliards de francs en dette intérieure et 3,13 milliards de francs en dette extérieure) et 0,79 milliard de francs Cfa pour les Intérêts de la dette togolaise (0,58 milliard en dette intérieure et 0,21 milliard en dette extérieure).

JEUX OLYMPIQUES 2012/

## Les athlètes togolais ont rallié Londres presque... dans l'indifférence

*Pendant que tous les pays remettent officiellement et avec un tapage médiatique leur drapeau national aux athlètes en route pour les Jeux Olympiques qui commencent le vendredi 27 juillet 2012, les représentants togolais ont rallié Londres presque sur la pointe des pieds...*

C'est dans la journée de mardi 17 juillet 2012 que trois des six athlètes résidant au Togo (Kpossi Adzo Rebecca, Lamboni Lankantien et Napo Bamab) ont pris leur vol à destination de Londres. Mais dans quelles conditions ont-ils voyagé? Personne ne pourra répondre puisqu'aucune cérémonie officielle ni conférence de presse n'a été organisée pour présenter aux Togolais leurs représentants.

Tout ce qu'on sait, il y aura six athlètes togolais en compétition. Boukpeti Benjamin (canoé-kayak slalom), Agbetoglo Komi (tennis de table simple-messieurs), Denanyoh Sacha Kouami (judo-81 kg), Kpossi Adzo Rebecca (natation, 50m nage libre), Lamboni Lankantien (athlétisme, 400m/haies) et Napo bamab (athlétisme, 100m/200m).

### Une chance de médaille au moins

Sur les six athlètes, les Togolais peuvent rêver d'une médaille. Il y a quatre ans, alors qu'on ne l'attendait pas, Benjamin Boukpeti remportait pour le Togo, sa première médaille olympique de l'histoire. Mais même si tous ces athlètes participent aux jeux sur la base de l'universalité, ce n'est pas pour autant que les chances du Togo sont totalement nulles.

"Je trouve cela gratifiant d'être



sélectionné par le CIO, l'institution de référence, ainsi que par ma fédération de tutelle, soulignait Boukpeti à 20minutes.fr, il y a quelques jours. J'ai retrouvé un niveau de vitesse qui me permet d'afficher régulièrement des chronos du niveau Top 10, même si je ne fais pas de super résultats, avec des 12e, 22e et 37e places lors des trois dernières Coupes du monde."

Pour l'heure, les pénalités (pour portes manquées) l'empêchent d'exploiter au mieux sa vélocité. Mais le franco-togolais reste confiant. "Il y a quatre ans je me fixais comme objectif de remporter ces Jeux, deux ou

trois ans après je me disais que si j'arrivais à y aller, ça serait déjà bien, et là depuis quelques semaines, je me dis que je n'ai pas moins de chances qu'en 2008 d'être médaillé. J'ai vraiment retrouvé un bon niveau, les conditions sont quand même assez

satisfaisantes, et dans la mesure où je me dis que je ne suis pas moins médaillable qu'en 2008, où j'aurais même pu espérer faire l'or si j'y avais cru à ce moment là, donc maintenant j'essaie de croire à l'or, car si l'opportunité se présente, je serai prêt à la saisir."

### Le kayak slalom (ou K1) aux JO, mode d'emploi

22 kayakistes se retrouveront le 29 juillet à Waltham Cross, au nord-est de Londres. Ils mettront de 80 à 100 secondes pour effacer entre 18 et 24 portes. Les 15 meilleurs disputeront les demi-finales, le 1er août. Les 10 premiers de ces demies iront en finale, programmée le même jour.

FOOTBALL /

## L'Etat débloque une rallonge de 50 millions de FCFA à la FTF

Gabriel Améyi, le président de la Fédération Togolaise de Football a indiqué, vendredi, avoir reçu du ministère des Sports une rallonge de 50 millions de francs CFA destinée à la poursuite du championnat national de football de première et de deuxième division.

"Nous tenons une fois encore à remercier l'Etat pour les efforts faits pour soutenir notre discipline. Nous sommes d'autant plus comblés que cette enveloppe va nous

permettre de finir en beauté le championnat de D1 et de D2", a déclaré le président de la FTF.

Suivant la clé de répartition, les clubs de première division toucheront chacun une somme de 2 millions de francs CFA ; tandis que les six clubs qualifiés pour la phase nationale de deuxième division percevront chacun 1,5 millions de francs CFA. Le reste de l'enveloppe sera affecté à l'organisation administrative de ces championnats.

## JO 2012 : quelles chances de médailles pour l'Afrique à Londres ?

Les Jeux olympiques de Londres peuvent-ils être plus prolifiques pour le continent que ceux de Pékin en 2008 ? Avec le même nombre de nations représentées, soit 53 pays (seul le Soudan du Sud n'envoie pas de délégation), l'Afrique espère obtenir un résultat au moins aussi glorieux que les quarante médailles glanées en Chine. Tour d'horizon des principaux prétendants au podium, pays par pays.

Il y a quatre ans, l'Afrique avait placé treize pays sur les podiums olympiques et glané douze médailles en or, quatorze en argent et quatorze en bronze. Le continent

faisait alors mieux qu'à Athènes en 2004 ou Sydney en 2000 où elle s'était arrêtée à 35 breloques.

Une progression qui cache de grandes disparités sur le continent. À Pékin, le Kenya (14 médailles) et l'Éthiopie (7 médailles) ont raflé plus de la moitié des distinctions africaines. Résultat de la place de choix qu'occupe l'athlétisme dans le sport de haut niveau sur le continent, ce constat devrait une nouvelle fois prévaloir à Londres, où une bonne partie des espoirs se vérifieront sur piste. Pourtant, des podiums pourraient également survenir dans d'autres disciplines...

## CULTURE

### Politique culturelle

## La politique de la rue à la place d'une politique culturelle ?

Fait insolite. La politique politicienne, celle de la rue, de l'agitation populaire voire populiste, vient de faire son entrée sur le terrain culturel jeudi 19 puis samedi 21 juillet par la création d'un Collectif Y-en-a-Marre-Etiame. Ce Collectif est coraqué par des artistes tels que Frédéric GAKPARA, acteur comédien, les chanteurs de reggae RAS LY et Amen JAH CISSE, les artistes du hip hop Nel PAKUR et ERIC MC qui s'adressent directement au Président de la République, en plus. Ces dirigeants du collectif et tous les artistes membres se disent « artistes producteurs d'œuvres de valeurs philosophiques sensibilisant à un monde de justice, d'équité et de bien être social ». Ça, c'est à voir.

Le collectif croit avoir « répertorié un nombre important de facteurs défavorables à l'émergence de la Culture au Togo », dénoncé « une volonté d'assujettissement de la pensée créatrice, un formatage systématique des talents émergents, contraints, par la censure économique de l'Etat, à abandonner tout discours critique et toute œuvre portant les aspirations et idéaux du peuple ».

Il ajoute aussi quelques imprécations du genre la dénonciation de « la déliquescence



Bureau du Collectif «Y-en-a-Marre-Etiame»

de la vie sociale qui entame les mœurs et confine chaque jour les plus défavorisés à une mort lente, tout ceci ayant pour source, la vie chère, pendant que stagne le niveau des salariés et restent exécrables les conditions de l'entrepreneuriat économique».

Fait notoire d'un amalgame entre crise sociopolitique et problèmes structurels de la culture au Togo, le collectif relève « que les contestations à répétition, à chaque fois étouffées dans une brume aveuglante de gaz lacrymogène et de bruits traumatisants d'armes de répression et de guerre, ne sont que des signaux graves et inquiétants d'une implosion sociale couvée de manière irresponsable par le gouvernement mais dont les

conséquences devant l'Histoire seront à l'actif du parti au pouvoir »

Après avoir établi son ras-le-bol de la situation de culture au Togo, Y-en-a-Marre-Etiame a institué un Haut-Conseil National de la Culture (HCNC). Ce HCNC a pour vocation d'administrer la culture, surtout les fonds nationaux et internationaux d'aide à la culture, de même que définir une ligne générale en matière de politique culturelle.

Après s'être porté sur les fonts baptismaux, Y-en-a-Marre s'est donné une tribune aux côtés du Collectif Sauvons-Le Togo samedi dernier. Une tribune médiatique pour des artistes en mal de publicités. En tout cas, ce coup médiatique restera juste un flop. Mais pour le monde culturel, ça pourrait être un coup

regrettable.

### Fausse route

Dans le monde culturel, beaucoup ont exprimé leur désaccord avec l'entreprise du Collectif Y-en-a-Marre qui vient de créer du coup, le bras culturel du Collectif Sauvons-Le Togo et fait entrer la politique politicienne dans un domaine aussi sérieux que la culture.

Quelle mouche a pu piquer ces artistes togolais pour s'inspirer maladroitement du Collectif du même nom d'artistes sénégalais ? Un coup de pub ?

Le directeur du Centre culturel n'y va pas par quatre chemins sur le réseau social Facebook où Frédéric Gakpara a posté les propositions de son collectif. S'il comprend « les motivations », il ne comprend pas

« comment on peut poser de telles revendications, et au PR [Président de la République, nrd] en plus. Comme s'il allait suite à cela changer quoi que ce soit, et pourquoi pas nommer Gakpara [Frédéric Gakpara] Ministre de la culture et lui donner 1% du budget de l'état ??? »

M. Zoul ajoute « On sent trop l'opportunité offerte pour développer la branche « culture » du CST. Y'a-t-il des financements souterrains qui expliquerait tout ça ? ».

Enfin Zoul met en évidence la faute de ce Collectif qui feint d'ignorer tout de l'actualité culturelle nationale ou tout simplement refuse de s'y intéresser pour la simple raison qu'il n'aime pas les femmes et les hommes politiques au pouvoir.

« Enfin, je crois qu'il aurait fallu donner plus de publicité autour des 100000 Dollars US reçu par le ministère pour la politique culturelle. Qui a bénéficié de ces fonds ? Pour faire quoi ? », écrit Zoul. Qui met le doigt où ça doit faire mal : « On ne fait pas la politique avec des imprécations, on crée un rapport de force, et sur ce coup, je crois que c'est un coup dans l'eau... »

C'est tout le problème togolais, des artistes ont voulu faire de la politique et ils ne savent pas où ils mettent les pieds. Tout d'abord, une simple question : Le « Collectif Sauvons Le

Togo » est-il vraiment intéressé par la culture ? Le manque d'intérêt pour la chose culturelle est l'apanage de tous les partis politiques au Togo. Il suffit juste de côtoyer les partis de l'opposition pour en savoir plus sur le sujet. Et on sait très bien qu'au Togo, la culture est juste un problème politique, c'est-à-dire l'absence de vision politique. « Il suffit de regarder le choix erratique des ministres ces derniers temps à part Cornelius Aidam », dit un expert de la culture, pour savoir qu'il s'agit d'un problème de casting. Le jour où le Chef de l'Etat arrivera à trouver la personne idoine, le problème culturel sera grandement réduit.

Un autre ennui avec Y-en-a-Marre Etiame, c'est qu'il annihile tous les efforts faits en matière de politique culturelle depuis quelques mois. L'adoption de la politique culturelle de l'Etat du Togo, la politique du livre, et bien d'autres avancées faites avec l'aide des partenaires et qu'il faudra suivre de près pour éviter qu'on ne gaspille les fonds et les efforts établis.

Mais que nenni. Par détestation de Faure Gnassingbé, on a préféré tenir des élucubrations en guise de programme politique. Décidément, quand va-t-on arrêter de débiter des billevesées et proposer une alternance crédible ?

Société/ Activités de vacances au Togo

## Entre exploitation des enfants et survie !

Au Togo comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, plus de deux habitants sur trois vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est ainsi que pour survivre, chaque membre de la famille – grand ou petit – se doit de mettre la main à la pâte afin d'assurer à la famille un certain nombre de conditions indispensables à la vie.

## Etonam Sossou

Au jour d'aujourd'hui, la quasi-totalité des élèves togolais sont totalement en vacances. Une longue période de trêve de trois mois au cours de laquelle les élèves sont supposés se reposer avant de reprendre les cours en septembre. Si pour les familles aisées cette période de « repos » est véritablement observée, tel n'est jamais le cas pour les familles nécessiteuses qui y voient une réelle occasion d'agrandir la main d'œuvre familiale, afin d'arrondir les revenus de celle-ci.

Au fil des années, le phénomène tend à se généraliser alors que les organisations de lutte contre la traite des enfants ne cessent de condamner cette forme nouvelle d'esclavage. Une petite ballade dans les rues de Lomé la capitale togolaise, nous a permis nous aussi

de toucher du doigt cette triste réalité.

Nous sommes au grand marché de Lomé; malgré la chaleur que connaît la capitale ce samedi 21 juillet 2012, la place ne cesse de grouiller de monde. Tant sur les trottoirs que sur les passages croulés, des jeunes enfants, âgés parfois de moins de 10 ans vous proposent des paquets de mouchoirs de poche, des bonbons, des friandises de toutes sortes et bien beaucoup d'autres choses. Ici, les prix sont des prix défiant toute concurrence : c'est le prix des vacances.

Afin de mieux attirer leur clientèle, ces mineurs vous tendent leurs produits jusqu'aux yeux, non sans vous affubler de tous les grands titres qui puissent plaire à un adulte de votre âge (Tonton, Tanti, Papa, grand-frère...). Lorsque vous lui faites la recette, il affiche un grand sourire, tout en vous lançant un merci des plus joyeux. À la question

de savoir comment il gère ses approvisionnements et ses bénéfices, voici ce que nous répond Komi, un jeune garçon de 12 ans, vendeur de mouchoirs jetables : « ... depuis trois ans, dès que sonnent les vacances, mon père me donne un fond de commerce de 5000 F.CFA, ensuite, il m'amène dans un magasin, et les confie au responsable. Ainsi, chaque matin, je m'y rends, et je prends une quantité de marchandise correspondant à cette somme. Le soir venu, je leur rends le reste de marchandise et je complète mon fond à la somme de départ. Aussi, je rentre avec le surplus, ce qui correspond à mon bénéfice ».

Contrairement à Komi, son ami Siloé vend plutôt des croquettes que prépare sa maman. De même, d'une manière générale, la gestion des bénéfices est presque la même comme nous explique

Stéphane : « lorsque je rentre chaque soir, ma maman récupère le bénéfice et le place dans une caisse qu'on n'ouvre qu'à la rentrée... »

D'après nos enquêtes, à la fin des vacances, chacun de ces enfants se retrouve parfois avec un bénéfice oscillant entre 20 000 F.CFA et 50 000 FCFA. Lequel argent aide leurs parents dans l'achat des fournitures scolaires et parfois même de la pension.

Si pour de nombreux parents des familles pauvres ce business des enfants constitue quelque chose de très important, tel n'est pas le cas pour ceux des familles nanties qui voient en ce genre de choses une véritable traite des enfants. C'est le cas de cette jeune dame rencontrée sur les lieux : « c'est regrettable qu'on jette les enfants dans la rue de cette façon, sous le prétexte qu'ils préparent la rentrée, c'est une vraie exploitation des enfants... » Martèle cette jeune femme en furie avant de poursuivre « avec des parents conscients de pareilles



choses ne sauraient être tolérées ». À l'opposé de cette femme, maman marguerite, qui est vendeuse à la sauvette sur place conseille plutôt aux autres familles de copier cet exemple « avec les temps qui deviennent très dures, il est important de ne pas apprendre la facilité aux enfants. Car l'on ne sait dans notre environnement de quoi est fait le lendemain ; chaque famille devrait déjà à un certain âge habitué l'enfant à la débrouillardise ; pour moi je ne trouve aucun mal à cela ».

S'il est vrai que cette contribution de ces jeunes enfants à la construction de leur propre avenir n'est pas négligeable, il reste tout de même à la déplorer la façon avec laquelle sont traités certains d'entre eux. Aussi, ces enfants, mineurs pour la plus part, courent un grand risque d'accident et d'enlèvement dans la rue, surtout pour les jeunes filles de la bande qui représentent pour les adeptes du « sexe facile » un terrain très fertile !

Développement en Afrique

## La Chine promet d'aller plus loin

La deuxième économie du monde s'est engagée à augmenter de 50% son appui au continent noir, à l'issue de la récente rencontre avec ses dirigeants

La 5ème Conférence ministérielle du forum sur la coopération sino-africaine a clôturé ses portes, le 20 juillet 2012 dernier à Pékin. Après deux jours de débats, une déclaration commune a été publiée par la Chine, et ses partenaires africains. Lors de son allocution de clôture, le président chinois Hu Jintao a annoncé le doublement de ses crédits au continent africain, pour un total de 10 000 milliards de FCFA, afin de soutenir les infrastructures, l'agriculture, l'industrie manufacturière et le développement des PME. Cette somme représentait environ 6500 milliards de FCFA, il y a trois ans. De nombreux dirigeants africains ont salué l'augmentation des échanges entre les deux continents, dans le cadre d'un contrat « gagnant-gagnant ». Pour plusieurs d'entre eux, la Chine a permis le développement des pays africains, en accordant des

prêts concessionnaires et des dons pour des projets dans la construction, les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et la santé. Si au niveau des dirigeants, on se refuse à commenter les critiques de ce partenaire stratégique au développement, au sein de la population africaine, on ne manque pas de relever de plus en plus des limites de la présence chinoise. Accaparement des terres, non-respect des droits du travail, produits de mauvaise qualité etc. A un niveau plus élevé, les responsables politiques du monde occidental y voient à l'instar de la diplomatie américaine, une nouvelle colonisation de l'Afrique. Mais au-delà de ce débat, se pose la question de la stratégie chinoise de l'Afrique. Une question à laquelle la réponse est aucune ! Tout d'abord, les dirigeants africains dans ce changement de partenaire, vont en

rang dispersé, chacun essayant d'avoir sa part du gâteau, face à la Chine qui sait exactement ce qu'elle réserve pour chacun des pays, en fonction des intérêts qu'elle y possède. La place de l'union africaine reste assez figurative. D'un autre côté, la forte demande de la Chine en matières premières aurait pu être une bonne occasion pour les pays africains de mieux négocier un positionnement mondial, estiment les experts. Mais il n'en est rien. Certes certains pays connaissent une croissance fulgurante grâce à la montée des cours du pétrole et des autres minerais. Mais pour les pays qui n'en ont pas c'est une catastrophe qui contamine rapidement aux autres, sous la forme de réfugiés fuyant des instabilités sociales, dus en réalité à l'extrême pauvreté des populations. Enfin, il demeure vrai que parce qu'on veut satisfaire à la demande de matières premières, de nombreux pays se retrouvent à détruire les écosystèmes ou à négliger des politiques de renforcement de la production locale au nom de l'accroissement des recettes extérieures sources de richesses. Du coup, de nombreux pays connaissent une augmentation de leurs capacités à intervenir, mais négligent les domaines du développement inclusif, facteur de stabilité sociale. Face à ce type de préoccupation, le grand partenaire chinois reste muet et au contraire de l'Europe, il n'existe pas de société civile chinoise qui exige de ses dirigeants, plus de responsabilisation dans ses rapports avec ses « amis » africains, défavorisés par le manque d'une volonté ou d'une capacité d'analyse et d'anticipation de ses responsables.

## Loterie Nationale Togolaise

## COMMENTAIRE DU TIRAGE N°186 DE LOTO KADOO DU 13 JUILLET 2012

Ce vendredi 20 juillet 2012, nous assistons au tirage N° 187 de Loto Kadoo.

Lors du tirage précédent, des fidèles parieurs ont eu le bonheur de gagner beaucoup de lots intermédiaires et des gros lots à travers tout le pays.

A Kara, un ami de la chance se retrouve avec un gros lot de 1.000.000F CFA après avoir fait son pari sur le point de vente 7304.

A KPALIME, deux fidèles parieurs se retrouvent respectivement chacun avec un pactole de 750.000F CFA et 2.000.000F CFA sur les points de vente 4023 et 7204.

Il faut signaler qu'à LOME, un lot de 500.000 F CFA a été gagné sur le point de vente 5954.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales

A LA LONATO, LA FORTUNE EST A VOTRE PORTEE !!!  
BONNE CHANCE A TOUS !!!

## LOTO KADOO

Résultats du tirage N°187 de Loto Kadoo du Vendredi 20 Juillet 2012

Numéro de base

89

81

27

78

79

Numéros Bonus

67

49

## LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N° 597 de Lotto Diamant du lundi 23 Juillet 2012

Numéro de base

07

33

74

79

24



Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
BOGLAG.